

Le comité social et économique peut également mandater un expert afin qu'il apporte toute analyse utile aux organisations syndicales pour mener la négociation prévue à l'article [L. 1233-24-1](#).

Le rapport de l'expert est remis au comité social et économique et, le cas échéant, aux organisations syndicales, au plus tard quinze jours avant l'expiration du délai mentionné à l'article [L. 1233-30](#).

[service-public.fr](#)

> Licenciement économique : obligations de l'employeur : Assistance d'un expert-comptable

## L. 1233-35

Ordonnance n°2017-1718 du 20 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'expert désigné par le comité social et économique demande à l'employeur, dans les dix jours à compter de sa désignation, toutes les informations qu'il juge nécessaires à la réalisation de sa mission. L'employeur répond à cette demande dans les huit jours. Le cas échéant, l'expert demande, dans les dix jours, des informations complémentaires à l'employeur, qui répond à cette demande dans les huit jours à compter de la date à laquelle la demande de l'expert est formulée.

## L. 1233-35-1

Ordonnance n°2017-1387 du 22 septembre 2017 - art. 20

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Toute contestation relative à l'expertise est adressée, avant transmission de la demande de validation ou d'homologation prévue à l'[article L. 1233-57-4](#), à l'autorité administrative, qui se prononce dans un délai de cinq jours. Cette décision peut être contestée dans les conditions prévues à l'[article L. 1235-7-1](#).

[service-public.fr](#)

> Licenciement économique : obligations de l'employeur : Assistance d'un expert-comptable

### Paragraphe 3 : Consultation du comité social et économique central

## L. 1233-36

Ordonnance n°2017-1387 du 22 septembre 2017 - art. 20

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dans les entreprises dotées d'un comité social et économique central, l'employeur consulte le comité central et le ou les comités sociaux et économiques d'établissement intéressés dès lors que les mesures envisagées excèdent le pouvoir du ou des chefs d'établissement concernés ou portent sur plusieurs établissements simultanément. Dans ce cas, le ou les comités sociaux et économiques d'établissement tiennent leurs réunions après celles du comité social et économique central tenues en application de l'article [L. 1233-30](#). Ces réunions ont lieu dans les délais prévus à l'article [L. 1233-30](#).

Si la désignation d'un expert est envisagée, elle est effectuée par le comité social et économique central, dans les conditions et les délais prévus au paragraphe 2.

[service-public.fr](#)

> Licenciement économique : obligations de l'employeur : Consultation du CSE central

## L. 1233-37

Ordonnance n°2017-1387 du 22 septembre 2017 - art. 20

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque le comité social et économique central recourt à l'assistance d'un expert, l'article [L. 1233-50](#) ne s'applique pas.

[service-public.fr](#)